



VIGILANCE & ACTION

*"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".*

bulletin de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTE (M.I.L)
N° 41 DECEMBRE 1990

ISSN 0989-3237

NOTRE PREMIERE CONVENTION NATIONALE

par **André DECOCQ**
Président du Mouvement Initiative et Liberté

Notre mouvement a tenu sa première convention nationale, qui réunissait nos délégués régionaux et départementaux les 1^{er} et 2 décembre. La première journée a été consacrée à une série d'exposés ayant pour objet de faire le point sur les grandes questions de l'actualité politique.

Afin de prouver que dans les moments de pire dégoût, la volonté de quelques hommes peut infléchir le cours du destin, notre secrétaire général, **Michel Carage**, compagnon de la Libération, qui avait rejoint Londres en juin 1940, a décrit l'état d'esprit des Britanniques et des Français libres pendant la bataille d'Angleterre. Puis montrant que la France est actuellement menacée dans son identité même, il a appelé à la vigilance et à l'action dans une situation qu'il juge plus grave que celle de 1940.

Ensuite, **Jacques Godfrain** et **Dominique Marcihacy** ont développé la vision sociale de notre action : la participation, la préférence nationale, la liberté d'entreprendre ; **Armel Pécheul**, qui fut le plus jeune recteur de France et le premier limogé par Mitterrand en 1988, a analysé l'effondrement de notre système d'enseignement et défini les voies de sa reconstruction ; **Jacques Rougeot** a rappelé les principes de notre action, notre philosophie tels que les exprime le manifeste "La France debout", et l'historique de notre mouvement.

Votre président a lu alors le message de **Jacques Chirac** dont vous trouverez le texte ci-après, puis a clos la séance de la matinée.

Au cours de la séance de l'après-midi, qui s'est déroulée sous la présidence de notre trésorier **Georges Filcourt**, ancien de la France Libre, lieutenant-colonel de réserve (B.C.R.A., 11^{ème}

choc), **François-Georges Dreyfus**, qui joint la qualité d'historien célèbre à celle de membre du M.I.L., a examiné l'état actuel de l'empire communiste sous le titre "à l'Est, du nouveau", puis votre président a montré, à partir d'une réflexion sur la crise du golfe, la probabilité qu'au conflit Est-Ouest succède un conflit Nord-Sud.

Après la politique étrangère, est venue la politique intérieure, avec les exposés de **Robert Pandraud**, sur les défaillances du pouvoir socialiste face aux agressions directes ou indirectes (la délinquance, l'immigration, le terrorisme et la subversion), de **Raoul Bételle**, sur l'Etat et ses défaillances en prenant comme exemple la justice, l'immigration et l'identité nationale, du général **Alain de Boissieu**, président de notre comité d'honneur, sur la modernisation de l'Armée française.

Il revenait à **Pierre Mazeau** de conclure cette première journée en montrant le caractère néfaste de l'action des socialistes dans tous les domaines de la vie nationale, en appelant à la restauration de l'Etat, à la sauvegarde de la souveraineté, de l'unité et de l'identité françaises.

La seconde journée a été consacrée, le matin, aux travaux de trois commissions, dont **Gérard Daury**, **Ivan Thouron-Dupin** et trois délégués régionaux (Ile de France, Normandie, Poitou-Charente) ont présenté la synthèse.

L'après-midi, **Jacques Rougeot** a tracé les lignes de notre action future, puis votre président a clos la convention, après que tous les délégués eurent rendu, debout, un vibrant hommage à notre compagnon **Jacques Foccart**.

M.I.L. : AU CARREFOUR DES DROITES

NOTRE PREMIERE CONVENTION NATIONALE (suite)

Sur une "Marseillaise" non moins vibrante, la convention s'est séparée et ses membres se sont donné rendez-vous dans un an.

D'ici là, le mouvement s'est fixé comme objectif d'accueillir les Français écoeurés par le comportement indigne de gouvernants qui agissent contre l'intérêt national et par la décomposition dans laquelle baigne le pays, découragés par le peu de réaction des partis de l'opposition devant cette crise de l'Etat. Le M.I.L., lui, offre de militer sans concession et sans relâche à tous ceux qui ne se résignent pas.

Il appelle tous ses membres à faire un effort de recrutement afin de doubler, en un an, nos effectifs, sans rien pour autant céder de la qualité.

Il va, dans le même délai, implanter, à côté de ses structures territoriales et militantes, des structures socio-professionnelles.

Par la reconquête du pouvoir réel, par l'action ingrate, mais féconde, de chaque jour, remettons la France debout !

LA CORRUPTION NE PAIE PAS

Autre élection cantonale partielle à Vailly sur Aisne (Aisne). Le conseiller général socialiste sortant, condamné pour corruption (100.000 francs de commission sur un achat d'autocars par la régie départementale des transports), avait démissionné.

La candidate P.S. n'obtient que 13,77 % des voix. Les droites totalisent au premier tour, près de 48 % des voix. Il s'agit pourtant d'un canton très ancré à gauche où le sortant socialiste avait obtenu en 1985 60 % des voix.

ELECTIONS UNIVERSITAIRES

Prochainement, aura lieu le renouvellement du collège étudiant des deux tiers des universités françaises.

Nous attirons votre attention sur la nécessité d'aider nos amis de l'U.N.I (Union Nationale Inter-universitaire) dans leur lutte contre l'action néfaste de la gauche dans l'enseignement supérieur.

L'U.N.I est le seul mouvement étudiant crédible qui lutte efficacement contre la gauche. C'est pourquoi nous demandons à tous nos amis et adhérents de faire voter autour d'eux pour l'U.N.I. En effet, chacun d'entre nous connaît un étudiant ou le fils d'un ami qui est étudiant de manière à le faire participer à cette action contre la gauche. De même, si vous connaissez des étudiants susceptibles de s'inscrire ou de se faire élire sur les listes de l'U.N.I, il faut qu'ils nous contactent.

POUR UNE DISCIPLINE NATIONALE DE VOTE

Au premier tour des élections partielles de La Courneuve en Seine Saint-Denis (93) (2/12/90), le PC a obtenu 45,85%, le FN 19,97%, le RPR-UDF 17,67%, le PS 12,50% et les verts 4,01%. Au vue de ces résultats, le MIL a décidé de lancer une campagne de mobilisation des électeurs de droite pour battre les communistes. De plus, le candidat RPR-UDF ne se représentant pas, a appelé ses électeurs à barrer la route aux communistes.

Il s'agit de la simple application d'**une discipline nationale de vote** pour le candidat de droite ayant obtenu le plus de voix au premier tour, qu'il soit UDF, RPR, CNI, FN ... **Là se trouve la solution pour battre, dans les prochaines années, la gauche gouvernementale.**

Les faits nous ont donné raison puisqu'au deuxième tour (9/12/90), le FN a obtenu 37,50% (soit un report quasi totale des voix de l'opposition). Grâce à notre campagne, nous avons contribué à **la véritable union, à la base, de toutes les oppositions.**

UNION des OPPOSITIONS CONTRE le COMMUNISME

MIL

MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTE
4 rue F. Mistral 75015 PARIS

MIL

Le slogan de
notre convention nationale :

M.I.L. AU CARREFOUR DES DROITES

Convention Nationale, samedi 1er & 2 décembre 1990

message de JACQUES CHIRAC aux militants du M.I.L.

Vous avez bien voulu m'inviter à prendre la parole à l'occasion de la convention nationale que vous tenez les 1er et 2 décembre prochains. Je suis très sensible à votre invitation et je vous en remercie vivement. Des obligations contractées antérieurement ne me permettent pas d'être présent parmi vous comme je l'aurais souhaité, mais je tiens, par ces quelques mots, à vous témoigner l'intérêt que je porte à votre mouvement et le prix que j'attache à votre action.

Soyez assurés d'abord que je n'oublie pas les combats que nous avons menés ensemble au service de la France. Dans des circonstances difficiles, vous avez prouvé que vous saviez prendre courageusement vos responsabilités. Votre présence sur le terrain a montré que vous étiez **UN VRAI MOUVEMENT DE MILITANTS**, réunissant des hommes et des femmes décidés à s'engager sans compter pour les causes auxquelles ils croient. J'ai pu apprécier personnellement leur ardeur, leur dévouement et aussi la qualité de leur activité.

Cette collaboration qui existe entre nous se réalise de la façon la plus naturelle puisque nos actions sont parfaitement complémentaires. Vous avez choisi de ne pas jouer directement le jeu politique, en particulier sous sa forme électorale. En revanche, vous accomplissez en profondeur un travail original et nécessaire. **Trop longtemps, nos adversaires ont détenu une sorte de monopole de l'action au jour le jour sur les divers terrains de l'activité nationale.** Vous vous employez à combler cette lacune qui existait de notre côté. Vous avez déjà atteint un stade de développement remarquable et je souhaite très vivement que vous puissiez poursuivre et amplifier votre tâche. Vous trouverez toujours en moi le soutien que je serai en mesure de vous apporter.

Le programme de votre convention montre que vous êtes vigilants sur les dangers les plus graves qui nous menacent aujourd'hui. Vos principes et votre action sont toujours inspirés par votre amour de la France. A ce titre, **vous êtes particulièrement préoccupés par les dangers qui pèsent sur notre identité nationale. Vous avez déjà agi dans ce domaine en faisant signer avec succès un manifeste contre le droit de vote aux immigrés.**

Vous savez sans doute que le RPR a lancé, à mon initiative, une grande campagne pour demander aux Français d'user de leur droit de pétition et de dire non au vote des étrangers immigrés. Je suis heureux de vous confirmer que cette campagne a rencontré

une adhésion massive puisque nous avons recueilli près d'un million de signatures.

Dans ce domaine comme pour toutes les questions importantes, la politique du pouvoir socialiste va à l'encontre de l'intérêt national. Outre que le gouvernement, par son inaction, laisse la situation s'aggraver chaque jour, n'oublions pas que l'octroi du droit de vote aux étrangers figure dans le programme socialiste et que Monsieur MITTERRAND ne manque pas une occasion de rappeler qu'il y demeure favorable contre vents et marées.

Notre pays, menacé dans son identité, voit aussi son avenir gravement compromis du fait de la situation où se trouve son enseignement. Les manifestations des lycéens, quelles que soient d'ailleurs les arrière-pensées de certains, ont révélé la situation dégradée des établissements scolaires. Quant à nos universités, un récent rapport de la Cour des Comptes établit à leur sujet un bilan dramatique et laisse prévoir que nous n'éviterons pas de graves problèmes dans les toutes prochaines années.

Alors, quand je vois tout cela, quand je vois la situation de la justice, de l'agriculture, quand je vois les "affaires", je pose la question : peut-on attendre une amélioration tant que les socialistes seront au pouvoir ? Je réponds non, parce que ce sont les principes qui sont pernicieux. Le socialisme institue la crise de l'Etat. D'un côté, il augmente démesurément les impôts, il fait gonfler le nombre des fonctionnaires et les interventions de la puissance publique qui étouffent les forces vives de la nation. Mais d'un autre côté, l'Etat socialiste est incapable d'assurer la sécurité des personnes et des biens, allant même jusqu'à donner l'ordre aux policiers de rester l'arme au pied pendant que les casseurs sont en train de casser en toute impunité.

Pour entrer dans la voie du redressement, il faut remettre en vigueur les véritables principes. **Il faut, comme le disait le Général de GAULLE dans son discours du 30 mai 1968, FAIRE APPEL A L'ACTION CIVIQUE DES FRANÇAIS.** Il faut restaurer les principes d'initiative et de liberté. Et il faut aussi garder l'espoir, car, selon la formule qui vous sert de devise : "Il n'y a de fatalité que celle des peuples qui se couchent pour mourir", **ET NOUS NE VOULONS PAS NOUS COUCHER !**

POUR LE SERVICE DE LA FRANCE, une grande tâche nous attend, et nous l'accomplirons ensemble.

CRISE DE L'ETAT

par Raoul Béteille

Conseiller à la Cour de cassation
Vice-Président du M.I.L

L'Etat ne doit pas se mêler de tout et du reste. C'est ce qu'il fait aujourd'hui : c'est très socialiste.

Mais l'Etat ne doit pas faillir à sa mission là où il est irremplaçable. Or c'est aussi ce qu'il fait aujourd'hui. Et cela aussi, mais d'une autre façon, c'est très socialiste.

Nous souffrons donc d'une **crise de l'Etat caractérisée par une ingérence insupportable et nocive** là où il devrait se faire tout petit et laisser le champ libre à l'initiative privée, et par une déficience hautement coupable dans les domaines où il devrait au contraire tout mettre en oeuvre pour maintenir la société - c'est-à-dire le groupe social - debout et en bonne santé.

Deux exemples : la "**politique criminelle**" (c'est le cas de le dire) de l'Etat socialiste et sa **politique en matière d'immigration et de protection de l'identité nationale**.

Certains y voient le signe d'une volonté de détruire notre société car justice et société sont consubstantielles : le fait est que la répression du crime, qui est la forme de prévention la plus efficace, est ouvertement combattue depuis 1991 (sauf le trop court sursaut de 1986 à 1988) par les gardes des sceaux successifs lesquels, chargés d'animer et de stimuler l'action de la justice pénale sur tout le territoire, ont au contraire passé leur temps à annoncer qu'on allait soigner les criminels au lieu de les punir et qu'il importait avant tout de vider les prisons. Ce qui est extrêmement criminogène, un tel langage étant reçu "5 sur 5" par les candidats au crime qui apprennent que tout est désormais permis, de

sorte que les prisons se remplissent aussitôt bien davantage. **L'augmentation de la criminalité est vertigineuse.** *Les vieilles femmes sont assassinées à domicile, les gendarmes et convoyeurs de fonds sont abattus comme à la guerre, et les enfants sont violés, torturés et égorgés au rythme de trois ou quatre par mois.*

D'un autre côté, alors que nous sommes déjà débordés par la criminalité "autochtone", nous nous payons le luxe d'importer de la criminalité étrangère ! Même les criminologues qui ont le coeur à gauche sont obligés de convenir que les migrants temporaires de type ethnique différent du nôtre nous apportent une criminalité deux à trois fois supérieure à la nôtre ; et le criminologue américain Sellin explique en outre, par sa théorie des "conflits de culture", que la deuxième génération des migrants définitifs de la même catégorie vient tout naturellement grossir les bataillons de casseurs constitués par les migrants temporaires. L'avenir immédiat va nous faire voir ce qui nous attend. C'est gravissime.

Sans compter le bouleversement de notre paysage français. L'identité nationale des autres, c'est parfait. La nôtre est tout autant respectable. **EXIGEONS LA RECIPROCITE !** N'oublions pas non plus que l'identité nationale, c'est aussi la **cohésion et l'unité de la nation**. Exigeons que l'Europe accueille la France, et non pas une poussière de collectivités locales sans poids ni force !

AIMONS ET DEFENDONS NOS ENFANTS QU'ON ASSASSINE ! AIMONS ET DEFENDONS NOTRE MERE LA PATRIE !

DECOUPER OU A RECOPIER ET A RENDRE AU MIL 4 rue F. Mistral 75015 Paris, Tel : 45 54 15 57		VIGILANCE & ACTION
Je, soussigné(e), déclare vouloir adhérer au Mouvement Initiative et Liberté (MIL) (OUI/NON) déclare vouloir m'abonner au bulletin "VIGILANCE & ACTION" (OUI/NON)		est édité par le
NOM :	PRENOM :	MOUVEMENT INITIATIVE & LIBERTE
ADRESSE :		Directeur de la publication A. DECOCO
DATE ET LIEU DE NAISSANCE :	TELEPHONE :	Inprimerie Spéciale
PROFESSION :	ETABLISSEMENT :	Dépôts légal à parution
COTISATION MEMBRE : 100 Frs	DATE :	SIGNATURE :
COTISATION DE SOUTIEN : 500 Frs		
COTISATION BIENFAITEUR : à partir de 1000 Frs		
ABONNEMENT AU BULLETIN : 150 Frs (les adhérents reçoivent automatiquement le bulletin V&A)		
(La carte d'adhérent du MIL est renouvelable chaque année.)		
L'année 1991 débute du 1 ^{er} octobre 1990 au 31 décembre 1991)		